Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1983)**

Heft 698

PDF erstellt am: **24.05.2024**

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

**Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

**http://www.e-periodica.ch**

**J. A. 1000 Lausanne 1**

Hebdomadaire romand
Nº 698 22 septembre 1983

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Alain Rossel
Victor Ruffy

Points de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz
Gil Stauffer

20 ANS

698

Domaine public

# *La politique éclatée*

*Dans un pays où se multiplient les minorités changeantes, où des groupes et des groupuscules placent au-dessus de tout leurs intérêts particuliers, la solution des problèmes de portée nationale devient de plus en plus difficile. Voyez les autoroutes dont les projets sont attaqués kilomètre par kilomètre, ou les places d'armes dont plus personne ne veut, quand bien même une majorité populaire reconnaît la nécessité d'une défense armée. Où allons-nous si des problèmes particuliers comme la présence étrangère en Suisse ou la protection de l'environnement sont absolutisés? Si des intérêts sectoriels ou locaux en arrivent à empêcher l'application des décisions de la majorité? Devant la tendance croissante à mettre en évidence le local et le particulier, il faut réaffirmer l'importance de l'intérêt national et la nécessité de sacrifices au profit de la collectivité.*
*Paroles de Rudolf Friedrich devant un parterre radical zurichois, il y a un mois, résumées et traduites en suivant le sens général de la pensée de l'auteur.*

*Bien sûr, on peut faire référence à l'idéologie radicale, volontiers centralisatrice et créatrice de cet Etat fédéral qu'elle trouve maintenant trop encombrant. On peut aussi voir dans le propos de Friedrich l'expression de la tranquille assurance zurichoise — Zurich, centre de gravité de la Suisse, devant lequel bien peu osent résister.*

*Ces explications sont faciles et l'inquiétude exprimée par le magistrat zurichois est certainement plus profonde. Derrière les phrases volontairement générales chacun a entendu Kaiseraugst et Rothenturm, symboles des projets, des réalisations et des infrastructures qui divisent l'opinion, souhaitées par les autorités et par certains comme des conditions nécessaires de la croissance économique et du bien-être, vomis par d'autres comme des rêves technocratiques, des atteintes intolérables à une qualité de vie revendiquée.*
*Ces thèmes sont aujourd'hui mobilisateurs. 160 000 signatures en quelques semaines pour l'initiative contre Rothenturm, qui peut se vanter d'un tel succès? Alors que l'officialité se lamente de la participation décroissante aux élections et aux votations, on constate un militantisme renouvelé pour toutes sortes de causes sectorielles ou locales. Selon les estimations de Gruner et Hertig[1] ces «minorités» additionnées dépassent largement en nombre les sympatisants actifs des partis politiques.*

*Le problème mentionné par Friedrich est bien réel. Mais sa solution ne réside pas dans la prééminence d'un intérêt général supérieur et abstrait. La politique aujourd'hui a éclaté. Coexistent au moins trois conceptions différentes: celle de la participation au pouvoir qui a dominé l'histoire de la Suisse jusqu'à la deuxième guerre mondiale — extension des droits populaires et participation au gouvernement; celle de la répartition des richesses, moteur de l'Etat social — conception où la gauche a pu donner jusqu'à il y a peu sa pleine mesure; et, en rupture avec ces deux conceptions, celle de la «nouvelle» politique qui néglige les institutions et ignore les oppositions traditionnelles, qui refuse les promesses et revendique des résultats immédiats, qui ne comprend rien à l'opacité des processus de décision et aux jeux des élus, celle des citoyens qui se sentent globalement impuissants mais qui s'investissent localement ou sectoriellement.*

**SUITE ET FIN AU VERSO**

[1] Gruner/Hertig. *Le citoyen et la «nouvelle» politique*. Paul Haupt, Berne. Un ouvrage capital sur les formes de participation politique institutionnelles et alternatives aujourd'hui en Suisse.